



UNION SNUI-SUD Trésor Solidaires 13

● 22, rue Borde 13265 Marseille cedex 8
183, av. du Prado 13265 Marseille cedex 8
3, allée d'Estienne d'Orves 13098 Aix en Provence

● Tél. 0491179757 – 0491179717 – 0491179208 - 0442023663

● E-mail : snui.bdr-marseille@dgfip.finances.gouv.fr
snui.bdr-marseille@dgfip.finances.gouv.fr
sudtresor.013@dgfip.finances.gouv.fr

● Bouches du Rhône

Marseille le 14 janvier 2011

DECLARATION LIMINAIRE DES REPRESENTANTS DE L'UNION SNUI-SUD TRESOR SOLIDAIRES A LA REUNION INFORMELLE DU 14 JANVIER 2011

Madame,

Vous avez invité les organisations syndicales de la DRFiP des BdR à participer à une réunion informelle afin d'aborder certains problèmes qui se posent à l'occasion de la mise en place des SIP et des nombreuses restructurations de services.

Compte tenu de l'horaire contraint que vous avez fixé à savoir de 10 à 12 heures, il nous paraît impossible et surtout pas sérieux d'envisager d'évoquer l'ensemble de ces problèmes et surtout les dysfonctionnements que nous constatons lors des visites que nous faisons dans tous les services.

C'est pour cette raison que nous lisons cette déclaration afin de vous faire part de la situation dramatique qui règne dans le département. Ce catalogue n'a pas la prétention d'être exhaustif.

Cette situation va empirer car au 1^{er} septembre 2011, ce sont bien 90 emplois C qui manqueront dans tous les services (nous ne prenons pas en compte le tour de passe-passe de CHORUS et des redéploiements). Cette nouvelle saignée est la conséquence de la volonté politique d'un gouvernement dont le seul but est de servir les intérêts des plus nantis en sacrifiant la Fonction Publique (dernier exemple significatif, la menace de privatisation de France Domaine...).

Nos craintes sont renforcées par les récentes déclarations de M Jacob qui souhaite démanteler le statut des Fonctionnaires pour les remplacer par des précaires et contractuels. Il en est de même de l'intention de certains membres influents de la majorité actuelle de remettre en cause les 35 heures.

Pour en revenir à l'objet de cette réunion, l'urgence est d'apporter des réponses concrètes aux préoccupations des personnels qui sont les victimes de la désorganisation totale qui sévit à la DRFiP des BdR où aucun service n'est épargné.

Que ce soit dans les SIP déjà créés (même fictivement) que dans les services nouveaux ou réorganisés comme CHORUS, les divisions de direction des trois filières... les agents sont au bord de l'implosion. Le manque d'organisation, la pénurie d'effectifs et les conditions d'installation conduisent beaucoup de collègues vers de gros problèmes de santé tant physiques que psychiques. Il est inconcevable qu'il faille revoir le fonctionnement et l'agencement de nombreux services à cause de la précipitation et de l'impréparation qui a présidé à la mise en place de cette réforme. Ce constat vaut également pour la gestion des personnels qui se complique de plus en plus (AGORA, remboursements de frais...).

En ce qui concerne les opérations en cours (SIP, accueils...), là aussi nos craintes sont grandes car l'expérience de ce qui a déjà été fait n'a visiblement pas servi et les erreurs pour ne pas dire autre chose se reproduisent à l'envi.

- Des problèmes d'amiante subsistent sur de nombreux sites (Arles, Aubagne, Marignane, Martigues...)
- Les « accueils » implantés ou virtuels posent ou vont poser d'énormes difficultés à l'approche des échéances lourdes. Les agents et les contribuables sont les premiers à pâtir de cette frénésie de l'affichage (une demi page dans la Provence)
- Remise en cause d'engagements de la direction sur l'aménagement de certains services (PRS d'Aix...)
- Les opérations « à tiroir » qui devaient être brèves et provisoires s'étirent sur des périodes de plus en plus longues pénalisant ainsi les personnels victimes de cette gestion à la petite semaine.
- Des pressions de plus en plus fortes sont faites sur les personnels visant à remettre en cause le droit syndical, le droit à congés et certaines autorisations d'absences...

En outre, la folie ambiante qui accapare quasiment toute l'énergie de « l'état major » à l'occasion de cette réforme conduit à laisser « pour compte » les autres services (SIE, Cadastre, Hypothèques...) qui ont le sentiment d'être relégués en périphérie et à mettre en difficulté les services de direction. En revanche, l'administration ne les oublie pas en matière de suppressions de postes et de réduction de leur espace vital...

Les « informaticiens » de la DRFiP qui sont appelés à rejoindre la DISI et qui manquent cruellement d'information de la part de l'administration s'inquiètent eux aussi de leur devenir,.

Enfin, la remise en cause du maillage territorial génère l'inquiétude grandissante des agents des Trésoreries qui voient le service public rétrécir comme peau de chagrin. Nous exigeons le maintien des trésoreries rurales de proximité.

Pour l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, dans les SIP, les trésoreries, les SIE, les services fonciers, les services de direction, les services de contrôle, il faut en finir avec :

- la pénurie des moyens,
- la mise en concurrence des missions et des agents,
- la pression statistique
- le travail de masse qui met la qualité du service public en péril



UNION SNUI-SUD Trésor Solidaires 13

● 22, rue Borde 13265 Marseille cedex 8
183, av. du Prado 13265 Marseille cedex 8
3, allée d'Estienne d'Orves 13098 Aix en Provence

● Tél. 0491179757 – 0491179717 – 0491179208 - 0442023663

● E-mail : snui.bdr-marseille@dgfip.finances.gouv.fr
snui.bdr-marseille@dgfip.finances.gouv.fr
sudtresor.013@dgfip.finances.gouv.fr

● Bouches du Rhône

Marseille le 14 janvier 2011

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU 14 JANVIER 2011

Cette réunion informelle a réuni les OS représentatives de la DRFiP des BdR, Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, CGT, FO et la direction avec à sa tête Mme Reisman et sous couvert de M Dufresnoy délégué auprès du directeur général.

Le but initial de celle-ci était d'informer les syndicats des décisions prises par M Parini concernant la mise en place des SIP sur les sites de Borde/Prado et d'Arles. Cela pour faire suite aux nombreuses interventions des organisations syndicales et notamment de l'Union par le biais de son bureau national, afin de dénoncer la manière déplorable qui prévaut à la mise en place de la réforme dans le département.

Malgré le côté restrictif de cette réunion (prévue de 10 à 12 heures), nous avons décidé de ne pas nous contenter d'évoquer simplement les problèmes d'Arles et de Marseille Prado/Borde et de mettre en exergue tous les dysfonctionnements que nous constatons tous les jours sur le terrain.

A cet effet, nous avons lu une déclaration liminaire qui sans être exhaustive, reprenait tous les problèmes qui pourrissent la vie de tous les agents de la DRFiP des BdR.

ARLES

La direction nous a informé que le DG avait donné comme consigne de revoir la méthodologie d'implantation du SIP d'Arles afin que les travaux qui vont avoir lieu pour rénover totalement le site puissent offrir aux agents des conditions de travail normales.

Les représentants de l'Union ont dénoncé la mise en place de ce SIP sans que les locaux aient été aménagés à cette fin. Les conditions de travail actuelles de nos collègues sont inacceptables et incompatibles avec leurs missions de service public (aller-retour incessant des contribuables entre deux bâtiments, un accueil exigu, inadapté et sans confidentialité...).

Nous avons exigé qu'une décision très rapide soit prise afin de reloger les personnels durant la période des travaux. La solution des ex locaux de la CAF est la seule appropriée.

La direction a proposé qu'une réunion d'information des personnels du site ait lieu sur place le 24 janvier prochain. Les agents seront ainsi informés du phasage de cette opération et de leurs conditions de relogement. Les organisations syndicales ont demandé à être présentes ce jour là car pour nous à ce jour, rien n'est encore résolu.

Ce constat d'échec vaut également, comme l'ont souligné les représentants de l'Union, pour les sites implantés et futurs de Martigues, de Marignane, d'Aix, d'Aubagne et des sites marseillais.

MARSEILLE PRADO/BORDE

Suite à nos interventions réitérées et à tous les niveaux, le directeur général a enfin pris conscience de la « monstruosité » du projet de l'accueil des 5 SIP de ce site.

Il a chargé la direction locale de revoir une fois de plus sa copie et d'envisager deux nouvelles pistes.

Mme Reisman a fait deux propositions sur la base d'accueil différenciés entre le Prado et la rue Borde :

- trois accueils SIP/SIE dans le grand hall du Prado, deux dans celui du 22 rue Borde
- trois accueils SIP dans le grand hall du Prado, deux dans celui du 22 rue Borde et accueil des professionnels dans les étages comme actuellement avec intégration du pôle enregistrement dans les étages.

Ces nouvelles propositions semblent démontrer que, face à la mobilisation des agents et de leurs représentants, l'administration est contrainte de faire « machine arrière » mais reste nettement en retrait par rapport à nos exigences.

Nous avons rappelé que cette situation critique est la conséquence de la volonté de l'administration de brader le site de Sainte Anne créant ainsi une concentration explosive de services sur le site Prado/Borde.

Pour l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, la seule solution acceptable est le maintien du site de Sainte Anne et des services qui y sont implantés.

Mme Reisman, invoquant la politique immobilière de l'Etat, nous a confirmé par un « superbe exposé » que les services de la Préfecture avaient entériné cette mise en vente dans le cadre du Schéma d'Implantation des Services de l'Etat.

Nous avons dénoncé le retard pris, à force d'atermoiements, dans l'aménagement des locaux qui va comme nous le craignons obliger les agents à assumer la campagne IR et les échéances concomitantes dans des conditions inacceptables, ce qui est déjà le cas à l'heure actuelle (impossibilité de repli dans les bureaux installés au 6^{ème} étage !!!, pression hiérarchique, sous effectifs, flux plus importants que prévus...).

Malheureusement, compte tenu de l'ampleur des problèmes qui se posent dans tous les services des deux filières de la DRFiP et du peu de temps qui nous était imparti nous n'avons pu les aborder. Une nouvelle réunion est programmée à cet effet le 31 janvier prochain.

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires continuera son action sur le terrain afin de défendre les intérêts de l'ensemble des personnels. Vous pouvez compter sur nous !